



Penser à l'échelle nationale, agir au niveau cantonal

Interview de Franziska Schwab in Ecole Bernoise 06/2023 / traduction Alain Jobé

Formation Berne lance, dans le cadre du plan d'action pour la qualité de la formation de LCH, une initiative constitutionnelle. Son directeur, Stefan Wittwer, explique pourquoi.

L'association faîtière LCH a lancé le plan d'action pour la qualité de la formation. Qu'est-ce que cela signifie ?

Sous l'égide de LCH, plusieurs cantons alémaniques se lancent simultanément dans une campagne coordonnée, chacun avec sa propre action, afin d'assurer la qualité de la formation. Les actions varient d'un canton à l'autre. Une action peut être une résolution, une pétition, une intervention parlementaire, une initiative populaire ou autre. L'objectif est toujours de garantir la qualité de la formation. Cela est plus nécessaire que jamais.

Le mot "plan" peut paraître assez passif. Où se trouve la dynamique ?

Le plan se réfère à la coordination nationale. Il a un langage visuel uniforme, il est largement soutenu par les médias nationaux. L'action cantonale individuelle est ensuite très active et pleine de dynamisme. Le canton des Grisons, par exemple, fait pression avec une pétition pour que la loi sur l'école obligatoire ne soit pas modifiée de manière négative. Au niveau fédéral et dans la structure associative, beaucoup de dynamisme a déjà été déclenché par le processus.

Pourquoi chaque canton fait-il maintenant une action particulière ?

Penser au niveau national et agir au niveau cantonal est la bonne chose à faire. En effet, la coordination nationale donne plus de visibilité et contribue à une utilisation judicieuse de l'argent des membres. Des synergies sont créées. L'objectif peut être pensé au niveau national, mais pas le chemin à suivre, et ce pour deux raisons. Premièrement, tous les cantons n'ont pas les mêmes problèmes. Deuxièmement, le système éducatif est réglementé au niveau cantonal. Il faut exiger et mettre en œuvre là où se trouve le levier politique. Cela se traduit par des processus plus courts après l'acceptation éventuelle de l'initiative.

Formation Berne lance une initiative constitutionnelle dans le canton. Pourquoi ce moyen politique ?

L'initiative est démocratiquement légitimée. La conférence de direction de Formation Berne a pris sa décision à l'unanimité. A court terme, nous obtenons certes de bons résultats actuellement avec la direction de l'instruction publique. Et les politiciens réalisent la valeur de la formation. Les enseignant·es ne sont plus considéré·es comme des technicien·nes de vacances. Les augmentations de salaire pour les enseignant·es du primaire ont été réalisées. Le 1er août 2024, les maître·s·ses de classe bénéficieront d'une décharge accrue. Nous avons négocié une meilleure compensation du renchérissement et une augmentation de salaire pour la nouvelle année. Mais les défis demeurent. Il s'agit pour nous de garantir la qualité de la formation à long terme, mais aussi de sensibiliser les gens. La société ne reconnaît pas encore qu'il faut impérativement des compétences et une formation pour exercer le métier exigeant d'enseignant·e. Le système ne doit pas être occupé par des personnes non formées. Pour ancrer ces objectifs élevés, la Constitution est la meilleure option. D'autant plus que le terme de qualité de la formation n'est pas inscrit dans la Constitution. La mention selon laquelle les personnes doivent être employées conformément à leurs compétences fait défaut, tout comme le fait que les professionnel·les ont besoin de bonnes conditions-cadres.

La formulation dans la Constitution reste toutefois large. Pourquoi ne pas simplement poser des exigences concrètes à la politique ?

Les exigences concrètes n'ont pas leur place dans la Constitution. Ce que nous y mettons

doit être valable pour des décennies. Les exigences concrètes déterminent le travail scolaire quotidien. La Constitution pose le fondement des exigences concrètes.

Que faut-il maintenant pour que l'initiative constitutionnelle aboutisse ?
15 000 signatures certifiées. Nous devons en récolter environ 18 000.

Comment puis-je, en tant que membre, rendre l'initiative aussi efficace que possible ?
Tous les membres et non-membres peuvent nous soutenir en attirant l'attention sur l'action, en signant, en collectant des signatures, en partageant l'action sur les réseaux sociaux. En outre, il faut convaincre les non-membres de devenir membres. Nous n'obtiendrons des améliorations de la politique de la formation qu'avec un grand nombre de membres !